LA HOUILLE BLANCHE

Revue générale des Forces Hydro-Electriques
et de leurs applications

7^e Année. — Décembre 1908. — N° 12.

*La Houille noire a fait l'Industrie moderne;
la Houille blanche la transformera.*

Nous commencerons le compte rendu détaillé de l'**EXPOSITION DE MARSEILLE** avec le numéro de Janvier prochain.

Note sur le nouveau projet de loi relatif aux patentes des usines prenant en dehors d'elles la Force Motrice nécessaire à leur fonctionnement.

Rapport présenté par notre collaborateur, M. P. BOUGAULT, à la première section du Congrès d'Electricité de Marseille, le 16 Septembre 1908

Un projet de loi portant la signature de M. Caillaux, ministre des Finances, a été déposé, le 17 mars 1908 à la Chambre des députés.

Il a pour titre : « *Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 15 juillet 1880 sur la contribution des patentes* ».

Il figure au *Journal Officiel*, avec l'exposé des motifs sous le n° 1595, comme annexe au procès-verbal de la séance du 17 mars 1908.

Son texte comporte, non point une modification à l'article 12, mais une adjonction au dernier paragraphe de cet article.

On sait que le dernier paragraphe est ainsi conçu : « *le droit proportionnel pour les usines et les établissements industriels est calculé sur la valeur locative de ces établissements, pris dans leur ensemble, et munis de tous leurs moyens matériels de production* ».

Si le projet de loi est adopté, cet article sera complété par la disposition suivante : « **toutefois, il n'est pas tenu compte pour l'évaluation de la force motrice, des éléments qui servent à la produire, lorsque ces éléments sont de nature à être consommés ou détruits par l'usage.** »

« **Les établissements qui prennent au dehors, en totalité ou en partie, la force motrice ou l'énergie nécessaire à leur fonctionnement, sont assujettis de ce chef au droit proportionnel, par comparaison avec les autres établissements de la région dans lesquels cette force ou cette énergie sont produites directement** ».

Si l'on se rapporte à l'exposé des motifs qui accompagne le projet de loi, on a l'impression très nette que le Ministre propose une solution intermédiaire, et transactionnelle, entre la taxation actuelle des usines qui prennent le courant électrique à des Sociétés de distribution, et la taxation nouvelle que proposait pour ces mêmes usines, M. CAZENEUVE, suivi par 80 de ses collègues de la Chambre des députés, dans un autre projet de loi déposé le 30 mai 1907, et repris plus tard comme amendement à la loi de Finances de 1908.

Pour avoir une idée bien précise de la situation qui serait créée aux usines visées par le nouveau projet de loi, il est essentiel de faire l'historique de cette question, que le monde industriel connaît sous le nom de « **question des patentes des usines abonnées à l'énergie électrique** ».

HISTORIQUE DE LA QUESTION

C'est en 1900 que, pour la première fois, on signalait une prétention toute nouvelle de l'administration des Contributions, par laquelle tous les industriels, abonnés au courant électrique produit par des usines de distribution, virent la valeur locative de leur industrie augmentée d'une somme **égale au montant de leur contrat d'abonnement**.

Pour bien comprendre la portée de cette innovation, il faut se rappeler que la valeur locative des usines se détermine en faisant la somme des valeurs locatives (1) de tous les éléments qui les composent. Supposons, par exemple, une usine destinée à la fabrication du papier. On en trouvera la valeur locative **totale**, en prenant celle du terrain, des bâtiments, et du matériel fixe, dans lequel, à côté des rouleaux, cylindres, calandres, etc. figure, soit la machine à vapeur qui donne la force motrice, soit le moteur électrique, qui reçoit le courant envoyé de l'usine de distribution et le transforme à nouveau en mouvement.

Ce moyen de procéder est absolument légal; car, d'après les lois de 1844 et 1880, toute machine, tout moteur, tout appareil en un mot qui concourt à l'exploitation de l'usine, constitue une richesse de l'usine, et est soumis à taxation.

Mais la révolution de 1900 a consisté dans ce fait qu'à la valeur locative ainsi obtenue, l'Administration a ajouté le chiffre représentant le montant annuel de l'abonnement payé par l'industriel à la Société de distribution, si bien que, en supposant qu'une usine, y compris tout son matériel, ait été taxée à 100.000 francs de valeur locative, la dite valeur deviendra 130.000 francs dans le cas où le contrat annuel d'abonnement serait de 30.000 francs.

En d'autres termes, comme on l'a fort bien dit, le fait de payer 30.000 francs par an constitue aux yeux de l'Administration une **richesse supplémentaire** qu'elle assimile à un appareil ou à un moyen de production.

On a vu, par la pratique, à quels résultats on arrivait, et les esprits les moins portés à s'étonner ont été cependant stupéfaits en apprenant que, dans le Midi, une Compagnie de tramways imposée à une valeur locative de 12.000 fr., avait vu cette valeur augmentée de 125.000 francs, soit de plus de 1000 francs pour cent, à partir du jour où elle avait

(1) La valeur locative est le 5 % de la valeur vénale vraie, c'est-à-dire la valeur vénale obtenue en prenant pour base le prix courant et en lui faisant subir une diminution de 25 %.

pris un contrat avec une usine de distribution dans la région avoisinante.

On trouvera d'ailleurs tous ces détails fort bien expliqués dans l'exposé des motifs du projet de loi Cazeneuve (annexe du *Journal officiel* du 30 mai 1907).

* * *

Aussi, il ne faut point s'étonner si des protestations extrêmement vives se firent jour, et furent présentées à l'Administration supérieure, pour obtenir d'elle qu'elle donnât des ordres à ses contrôleurs pour faire changer ce mode de taxation.

Celle-ci déclara qu'elle agissait en vertu des deux arrêts du Conseil d'Etat, rendus, le premier contre un sieur Crettiez le 22 mai 1903 (1), et le second contre la Société Niçoise d'électricité le 20 juillet 1903 (2). Ce dernier arrêt a consacré la taxation de la force motrice dans les termes suivants : « *La force motrice qui donne l'impulsion à une usine, constituée, indépendamment du moteur qui la crée, la transforme ou la transmet, un moyen matériel de production au même titre que tous autres éléments statiques ou dynamiques qui concourent à sa production, que rien ne s'oppose à ce qu'elle soit en conséquence, évaluée en elle-même, dès lors que sa nature et sa permanence la rendent susceptible d'évaluation, et entrent ainsi dans le calcul de la valeur locative de l'établissement impossible, qu'il importe peu qu'elle ait son origine à l'intérieur ou à l'extérieur de cet établissement, que l'imposition d'une usine à raison de ce moyen matériel de production ne saurait faire double emploi avec l'imposition, en qualité de loueur de force motrice de l'industrie qui la produit et qui la fournit* ».

On ne saurait attacher trop d'importance au texte précité de l'arrêt du 20 juillet 1903. Nous avons rarement vu un principe aussi **grave** posé par le Conseil d'Etat en des termes plus **redoutables**.

Et si l'on avait voulu l'appliquer dans toute sa rigueur, l'Administration y aurait trouvé la base juridique d'une taxe essentiellement nouvelle, dont elle aurait pu frapper non seulement les usines abonnées à un courant électrique, non seulement les usines s'alimentant au moyen d'usines de distribution, mais encore **toutes** les usines produisant leur force motrice par elle mêmes, en un mot l'industrie tout entière.

On ne peut en effet comprendre autrement les termes de l'arrêt précité : « la *force motrice* qui donne l'impulsion à une usine, **constituée, indépendamment du moteur** qui la crée, un moyen matériel de production », et « il importe peu que cette force motrice ait son origine à l'intérieur ou à l'extérieur de cet établissement ». Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, lorsqu'on aura évalué la valeur locative du matériel de toute une usine, il faudra évaluer, **en outre**, la force motrice créée dans cette même usine ?

Supposons par exemple une machine à vapeur donnant la force à une usine de tissage. La valeur locative de cette usine sera trouvée, évidemment, en prenant la valeur locative de chaque élément qui la compose et parmi ces éléments figurera, à côté des métiers et transmissions, la machine à vapeur. C'est elle qui crée la force motrice, mais le Conseil d'Etat dit en termes précis, qu'**indépendamment** de cette machine, la force motrice qu'elle produit sera considérée comme un élément **spécial**, soumis à une taxation **particu-**

lière ne faisant pas double emploi avec la machine elle-même.

Heureusement, l'Administration n'a pas voulu pousser les choses dans leur dernière limite. Seules, les usines faisant venir de l'extérieur, au moyen d'un fil, le courant qui est produit à l'usine génératrice, ont été frappées de cette taxation *sui generis*.

Et l'on comprend facilement pourquoi l'Administration s'est abstenue de généraliser. Non seulement elle aurait soulevé, par l'application en bloc du principe, un flot de réclamations, mais encore elle manquait de base pour évaluer cette chose **immatérielle** que l'on appelle la force motrice. Sans doute, le Conseil d'Etat a fixé un point théorique, mais il n'est point chargé de donner le moyen de réaliser les problèmes qu'il pose. Quel est le facteur qui aurait été choisi, *indépendamment et en dehors du moteur*, pour apprécier en chiffres la valeur de cette « impulsion » donnée à l'usine ?

Habités à concrétiser les principes, peu enclins à employer les mots abstraits, les industriels ont fait un raisonnement très rapide. La force motrice, ont-ils dit, c'est le résultat, c'est le produit de deux choses : un moteur d'abord, et ensuite l'élément qui met en mouvement ce moteur. Dans les machines thermiques, c'est d'abord l'élément chaudière et machine, avec les annexes, puis, en second lieu, c'est le charbon dont la transformation en chaleur est l'origine du mouvement.

De même dans les moteurs électriques, c'est d'abord la série des appareils qui reçoivent le courant, le transforment à la tension d'utilisation, puis c'est le courant lui-même. Or, dans le cas des machines à vapeur, on ne taxe pas l'achat du charbon, pourquoi taxerait-on dans le moteur électrique l'achat du courant ?

Sans insister pour le moment sur cette manière de voir, nous ne voulons retenir que deux points.

Le premier, c'est que le Conseil d'Etat a déclaré qu'il fallait taxer la force motrice, indépendamment du moteur, sans dire comment se ferait cette taxation.

Le second, c'est qu'en pratique, la seule force motrice taxée a été celle que des usines de consommation ont prise à des usines de distribution et que, pour cette taxation, l'Administration s'est basée sur le montant annuel du contrat d'abonnement.

On comprend avec quelle énergie les industriels, frappés seuls et si durement, devaient engager la lutte, pour laquelle ils ont choisi deux voies parallèles.

La première, c'est la voie judiciaire, et certains industriels, qui ont soumis à divers Conseils de Préfecture le principe précité, ont obtenu des décisions absolument formelles comme, par exemple, celle du Conseil de Préfecture du Var, en date du 8 août 1907, où l'on peut lire ceci : « Considérant qu'aux termes de deux arrêts du Conseil d'Etat des 22 mai et 20 juillet 1903, la force électrique qui donne l'impulsion à une usine, constituée, indépendamment du moteur qui la crée, la transforme ou la transmet, un moyen matériel de production, et entre ainsi dans le calcul locatif de cet établissement, que cette théorie ne **peut être adoptée par le Conseil de Préfecture**, quelle que soit l'autorité qui s'attache aux décisions de cette haute juridiction.

« Qu'en effet, l'énergie électrique, envisagée comme indépendante du moteur qu'elle actionne, n'est pas un moyen **matériel** de production susceptible de location, que, d'une part, elle s'écoule sous une forme immatérielle à travers un support matériel ».

(1) Voir Lebon, année 1903, p. 381.

(2) Voir Lebon, année 1903, p. 529.

À quelque temps de là, le Conseil de Préfecture de l'Isère, par deux décisions en date du 29 novembre 1907 et du 7 février 1908, déclarait d'une façon formelle le même principe.

D'autre part, comme il est toujours à craindre que, sur un pourvoi, le Conseil d'Etat maintienne sa première jurisprudence, et comme dans une matière aussi délicate il est infiniment grave de se rapporter à l'appréciation des Tribunaux, un projet de loi était déposé par M. Cazeneuve, à la date du 30 mai 1907, dont il importe de donner le texte :

« Il est ajouté à l'article 12 de la loi du 15 juillet 1880, « après le paragraphe ainsi conçu : le droit proportionnel de « patente pour les usines et établissements industriels est « calculé sur la valeur locative de ces établissements pris « dans leur ensemble et munis de tous leurs moyens matériel de production, le paragraphe suivant :

« Ne pourront être considérés comme moyens **matériels** « de production que les moteurs et l'outillage qui devront « être évalués à l'état de repos, sans qu'on puisse y com- « prendre les éléments fongibles, à l'aide desquels on les « met en œuvre, tel que le gaz, l'électricité, l'énergie sous « toutes ses formes, les combustibles et tous autres éléments susceptibles d'être consommés et détruits par « l'usage. Les conduites, les câbles extérieurs, ainsi que les « machines et appareils de secours, n'entreront pas dans « l'estimation de la valeur locative ».

Ce fut la seconde voie choisie.

Ce projet ne contiendrait-il que cette phrase : « Ne pourront être considérés comme moyens matériels de production que les moteurs et l'outillage », il aurait au moins le mérite de la précision, il exclut toute taxation sur un élément **Indépendant du moteur** puisque l'outillage **Matériel** doit être seul taxé.

Il répond d'une façon complète aux craintes qu'avait fait naître chez tous les industriels la phrase tendancieuse de l'arrêt précité. Il sauve non seulement les industriels abonnés, mais encore l'industrie tout entière, du danger que cet arrêt avait fait naître.

M. le Ministre des Finances, dans une séance du mois de décembre 1907, répondant à une observation de M. Cazeneuve, par laquelle celui-ci lui demandait d'insérer son projet de loi dans la loi de finances de 1908, promet (tout en refusant l'insertion demandée), qu'un projet de loi, donnant toute satisfaction à l'honorable député, et à ses nombreux collègues, signataires du projet de loi, serait présenté par son administration dans le plus bref délai.

Le projet de loi ainsi annoncé est celui que nous examinons, il est loin de donner la satisfaction attendue.

EXAMEN DU PROJET DE LOI

Ce projet est particulièrement dangereux, et il serait téméraire de croire que, parce qu'il a été présenté comme une atténuation à la rigueur de la taxation actuellement admise, il doit être accepté tel qu'il est.

Reconnaissons immédiatement quelle est l'atténuation qu'il consacre : aux termes du projet, l'Administration ne pourra plus, à l'avenir, taxer la force motrice, d'après la valeur du contrat d'abonnement, c'est-à-dire que si l'on suppose une usine d'une valeur locative de 100.000 francs, qui est approvisionnée en force motrice, moyennant un contrat annuel de 30.000 francs, l'administration ne pourra plus l'évaluer au total à 130.000 francs ; mais, en conformité du *deuxième* paragraphe de l'adjonction proposée, elle devra

résoudre le problème suivant : « Comment taxerait-on cette « usine si elle produisait en elle-même, et par ses propres « moyens, la force motrice qu'elle achète, et quelle serait la « valeur locative des moyens de production qu'elle devrait « mettre en œuvre pour obtenir la même force, en appréciant ces moyens d'après les ressources de la région « (moyens thermiques ou hydrauliques)? C'est bien la règle que pose le second paragraphe de l'article proposé : « Les « établissements qui prennent au dehors, en totalité ou en « partie, la force motrice ou l'énergie nécessaire à leur fonctionnement, sont assujettis de ce chef au droit proportionnel, par comparaison avec les autres établissements de « la région, dans lesquels cette force ou cette énergie sont « produites directement. »

Nous verrons plus loin quels sont les principes allégués pour arriver ainsi à une taxation, même réduite, de la force motrice prise à l'extérieur de l'usine.

Mais, avant d'arriver à cette étude, nous ne pouvons passer sous silence le paragraphe qui précède celui-ci, et dont la rédaction — quels que soient les motifs qui l'aient inspirée — est fort grave.

« Il n'est pas tenu compte, dit le paragraphe premier, « pour l'évaluation de la **Force Motrice**, des éléments qui « servent à la produire, lorsque ces éléments sont consommés par l'usage ».

L'esprit le moins subtile, et le plus ignorant de la chicane, dira, en lisant ces lignes, qu'elles consacrent d'abord le principe de l'évaluation de la force motrice (comme le voulait le Conseil d'Etat dans l'arrêt précité), tout en énumérant ensuite les éléments qui doivent rester étrangers à cette évaluation. Car il est certain, et c'est même une vérité banale jusqu'à la naïveté, qu'en soulignant qu'une taxation ne doit pas comprendre un élément déterminé, on reconnaît par là même la légitimité de la taxation, pourvu qu'elle soit faite sur des bases autres que celles proscrites. Si l'on voulait supprimer le principe même de la taxation de la force motrice, on le dirait d'une façon formelle, et l'on ne se contenterait pas d'éliminer seulement certains éléments, tels que le charbon, par exemple.

Aussi, qu'un agent de l'Administration, en se basant sur les deux parties de la phrase, invente, pour évaluer la force motrice elle-même, un élément qui ne soit pas prohibé, il agira, sans aucun doute, en conformité de la loi.

Qu'il dise qu'une force motrice doit être estimée (indépendamment de la machine et sans considérer le combustible), en tenant compte, soit de l'importance des transmissions, soit de la quantité du produit fabriqué, il est certain qu'il peut atteindre par ce moyen la force motrice de toutes les usines, qu'elles emploient l'électricité produite dans leur enceinte ou le gaz, ou même (pourquoi pas ?) l'eau et le vent qui ne sont pas des objets rigoureusement consommés par l'usage.

Et que l'on ne dise point que ce serait là une discussion tirée des textes, mais peu en harmonie avec l'esprit qui aurait dicté la loi. La question des textes a une importance rigoureuse : même quand ils sont précis, ils peuvent être détournés de leur véritable sens : aurait-on pu penser, après la disposition restrictive de la loi de 1880, et la rédaction si précise de l'article 12, soumettant à l'évaluation les seuls moyens « matériels » de production, qu'un jour, la force motrice, indépendamment du moteur qui la crée, serait considérée comme un moyen **matériel** ?

A plus forte raison, est-il utile de ne point laisser d'ambiguïté dans un projet d'article. De plus, lorsqu'une loi est faite, le Tribunal ne peut connaître que son texte

et les réflexions tirées des travaux préparatoires sont loin d'être pour l'Administration des moyens **matériels** de persuasion.

Voilà pourquoi, si l'on veut faire une loi dans le but de terminer une controverse, il serait souverainement imprudent d'adopter un texte qui aurait pour but précisément de l'entretenir, et voilà pourquoi il est impossible de ne point préférer le texte du projet Cazeneuve qui, sans adopter les énumérations toujours délicates des éléments prohibés, pose le principe de la non taxation de la force motrice, par ce seul fait qu'il cantonne l'évaluation dans les moteurs et l'outillage: « ne pourront être considérés comme moyens **matériels** de production que les moteurs et l'outillage qui « devront être évalués à l'état de repos ».

* * *

Quant au second paragraphe, qui comme nous l'avons dit, ordonne de taxer la force motrice prise à l'extérieur, par comparaison avec les usines de la région qui la produisent par elles-mêmes, il trouve son origine, d'après l'exposé des motifs, dans cette idée que, si cette fourniture échappait à toute taxation, les abonnés seraient dans une situation privilégiée par rapport à ceux qui actionnent eux-mêmes leur propre usine, et chez lesquels les machines de production de force motrice entrent dans le calcul de la valeur locative.

Cette affirmation du réacteur du projet appelle plusieurs réponses.

A) *Est-il exact d'abord* de dire que des industriels, abonnés au courant, et qui ne paieraient plus rien de ce chef, auront une situation si remarquablement privilégiée ?

Au point de vue technique, c'est très discutable. L'auteur du projet admet, en principe, que, dans le cas d'une installation électrique, les moteurs et tous les appareils de réception avec leurs annexes, et leurs transformateurs de tension, ne présentent aucune valeur locative; pour lui, la machine à vapeur ou les artifices hydrauliques disparaissant, il ne restera plus aucun matériel à taxer, si bien que l'industriel, installé avec un moteur thermique aura à payer pour sa machine une valeur locative énorme, et son voisin, simple abonné, sera au contraire, dispensé de tout. Il suffit de lire l'exposé des motifs pour être persuadé que la rédaction en a été faite en admettant comme démontrée cette différence énorme que l'on se plaît à souligner.

C'est une *erreur* absolue.

Et comme, en pareille matière, il faut éviter avec soin les idées préconçues, il nous a paru très simple, mais indispensable, de nous adresser au *Syndicat professionnel des Usines Electriques*, pour lui demander l'évaluation d'un matériel nécessaire à l'alimentation en énergie d'une usine de la puissance de 100 chevaux, en envisageant les trois hypothèses suivantes :

Première hypothèse. — L'usine possède une machine à vapeur.

Deuxième hypothèse. — L'usine possède un moteur à gaz de ville, et reçoit le gaz de l'extérieur.

Troisième hypothèse. — L'usine utilise le courant électrique, fourni sous forme d'abonnement annuel par une Société de distribution.

Le devis a été établi en prenant pour base ceux qui sont en cours à la *Société l'Eclairage Electrique*, pour les machines, et à la *Société Industrielle des Téléphones*, pour l'appareillage.

Dans les trois cas, l'évaluation faite s'arrête à la poulie du

moteur thermique ou électrique, sur la jante de laquelle les 100 chevaux sont disponibles, ceux-ci pouvant être transmis aux machines-outils, soit mécaniquement par des transmissions métalliques et des courroies, soit électriquement, par le moyen d'une dynamo génératrice alimentant à distance des moteurs placés sur les machines ou sur les transmissions secondaires. Ces transmissions, dynamos ou moteurs coûteraient évidemment le même prix dans les trois cas, et c'est ce qui dispense de les faire entrer en ligne de compte.

De la lecture des devis, consciencieusement étudiés, et dont nous donnons ci-dessous le détail, on arrive aux résultats suivants :

Première hypothèse. — L'usine possède une machine à vapeur. Le matériel coûte la somme de... 33.505

Deuxième hypothèse. — L'usine possède un moteur à gaz de ville, le matériel coûte la somme de... 24.450

Troisième hypothèse. — L'usine utilise le courant électrique venant du dehors, le matériel coûte la somme de... 26.365

Il existe évidemment des cas d'installation électrique plus économique que celle qui est décrite, mais il en existe aussi de beaucoup plus cher, cela dépend d'une foule de circonstances qu'il serait trop long d'énumérer, mais le devis s'est tenu dans la moyenne (1).

On voit donc que si l'installation électrique coûte un peu moins cher que le matériel à vapeur, on est loin de la diminution considérable que l'exposé des motifs paraît admettre comme colossal.

Ce qui a fait la fortune des installations électriques, ce n'est pas le prix de revient, calculé au jour de l'installation, mais c'est surtout l'économie de la main d'œuvre obtenue

(1) Voici le détail des devis.

PREMIER CAS. — MACHINE A VAPEUR

1 Chaudière pouvant vaporiser 950 kilogs de vapeur.....	5.700
Maçonnerie des foyers et carneaux.....	2.000
1 Petit cheval alimentaire.....	750
1 Injecteur.....	175
Tuyauterie d'alimentation et bêche.....	800
— de vapeur.....	800
1 Cheminée en tôle de 15 mètres.....	900
1 machine à vapeur 110 HP, 375 tours.....	7.450
Massif de la machine à vapeur.....	200
L'éjecto-condenseur.....	1.000
Tuyauterie d'arrivée de vapeur et d'échappement.....	1.200
Dispositif d'attaque du condenseur par courroie.....	300
Bâtiment : 110 mq. à 90 fr.....	9.900
Terrain : 110 mq à 3 fr.....	330
Montage de l'installation.....	2.000
	35.505

DEUXIÈME CAS. — MOTEUR A GAZ DE VILLE

1 Moteur à gaz de ville bicylindrique de 100 HP effectifs, 210 tours, volant lourd, allumage magnétique par magnéto (y compris deux pots d'échappement et les boulons et plaques de fondation).....	16.700
Massif du moteur à gaz.....	200
Tuyauterie d'arrivée du gaz, d'eau, d'échappement.....	1.100
Appareil de démarrage.....	1.000
Bâtiment : 50 mq. à 90 fr.....	4.500
Terrain, 50 mq. à 3 fr.....	150
Montage.....	1.000
	24.650

TROISIÈME CAS. — INSTALLATION ÉLECTRIQUE TRIPHASÉE A 6.000 VOLTS— 25 PÉRIODES.

a) Appareil de protection.....	
3 Parafoudres avec résistances.....	165
3 Limiteurs de tension.....	165
3 Bobines de self.....	90
3 Coupe-section à perche.....	60
Charpente pour ces appareils.....	200
	680

en supprimant la machine à vapeur, la commodité du fonctionnement, la possibilité de s'installer loin des communications — ce qui est impraticable, quand on est obligé de faire venir le charbon — en un mot une série d'améliorations dont le fisc n'a point à tenir compte, puisqu'elles portent sur des éléments qui ne sont pas soumis à sa taxation.

* * *

Mais ce qui est beaucoup plus grave, c'est que bon nombre d'usines, en plus du moteur électrique, gardent comme matériel de secours, soumis par conséquent à la taxation, tous leurs accessoires à vapeur pour remédier à un chômage. Et il y a même aujourd'hui, dans plusieurs régions, une forme de contrat de fourniture d'énergie qui résoud, d'une manière élégante, la question des dommages intérêts dus par la Société de distribution en cas d'arrêts pour manque d'eau, ou pour d'autres causes: la Société prend en charge la mise en marche des machines restées à l'usine, et, pour cette raison, elle impose à l'industriel de conserver sa machine à vapeur.

Or, l'arrêt Crettiez, précité, a déclaré qu'il fallait taxer à la fois la force motrice amenée du dehors, et le matériel de secours qui n'est conservé que pour la produire par intermittence.

Cette taxation double qui, à juste raison, a été vivement critiquée, serait conservée sous l'empire de la nouvelle loi, qui est muette sur l'appareil de secours. On ne saurait cependant trop répéter que le groupe dit « de secours » n'augmente en rien la puissance des usines, car il est généralement impossible de le mettre en parallèle avec le courant venant de l'extérieur; il est au contraire disposé de manière à se substituer au moteur électrique, pour commander, soit la même transmission, soit la même dynamo-génératrice, mais toujours à la condition d'enlever la courroie de commande normale.

En conséquence, taxer d'abord le matériel électrique, taxer en second lieu le matériel de secours, puis taxer ensuite *par comparaison* la force motrice, c'est en réalité frapper la même chose d'une triple taxation.

Sans doute, on pourra objecter, que les petites usines se dispensent des appareils de secours et se contentent du seul moteur électrique, sauf à chômer au moment où l'électricité leur fera défaut. Telles sont les usines utilisant un très petit nombre de chevaux. Mais, pour celles-ci, il est impossible de penser à les comparer à des usines à

vapeur ou hydrauliques faisant elles-mêmes la production de leur force, pour la bonne raison que l'on ne verra jamais s'établir une usine, pour produire elle-même et en elle-même une force aussi restreinte.

Les usines utilisant une puissance aussi faible sont nées du jour où l'on a inventé la distribution de la force et elles ne peuvent être privilégiées par rapport à une autre catégorie, puisque cette catégorie n'existe pas. Et elles n'ont un moteur que pour remplacer le travail musculaire de l'homme, qui — est-il besoin de le dire? — a été jusqu'ici exempt de toute taxation.

* * *

B) Mais à côté de ces détails techniques, il y a une question de principe autrement grave: c'est l'introduction d'une « comparaison » c'est-à-dire d'un calcul, dans la détermination de la valeur locative.

Un « calcul » ne sera jamais une chose tangible. Quand on fait l'évaluation d'une usine faisant venir du dehors son courant électrique, on se trouve en présence d'un moteur; il existe, il peut être examiné, vérifié, évalué comme il était quand il a été placé, c'est-à-dire à l'état de repos; sans doute, même dans cet état, l'idée de la force motrice interviendra toujours, même inconsciemment, comme un facteur de l'évaluation; car le prix coûtant d'un moteur est toujours en proportion de sa puissance; s'il est destiné à produire cent chevaux, il sera plus cher que le moteur de dix chevaux; mais il n'en est pas moins un matériel qui peut et doit être touché, essayé, estimé, comparé avec des moteurs de même nature et de puissance égale. Au contraire, l'évaluation de la force motrice, qu'il faudrait développer au sein de l'usine, pour mettre ce moteur en mouvement, si l'on supprimait le courant électrique reçu de l'extérieur, ne sera jamais que le produit d'une série de déductions, avec l'arbitraire pour base, et la chance d'erreurs!

Et il en sera toujours ainsi quand on taxera, contrairement au principe, ce qui n'est pas **matériel**. En voyant qu'une loi se prépare à faire une pareille exception à la loi générale, on ne peut se défendre d'un souvenir. Au mois de décembre 1903, on discutait à la Chambre des Députés la patente des usines de **production d'énergie**. Un député du Jura, M. Dumont, profita d'une occasion favorable pour appeler l'attention sur la situation de divers industriels qui, produisant pour eux-mêmes l'électricité nécessaire à leur fabrication, sont obligés d'avoir deux usines concourant à un unique but: l'usine hydraulique qui produit le courant, forcément créée dans une gorge resserrée et inhabitable; l'autre, l'usine d'utilisation, située dans un village. Cette dualité, imposée par les circonstances, engendre deux taxations souvent fort lourdes pour l'industriel. Le ministre répondit textuellement que, si intéressante que fût l'industrie hydraulique, son Administration ne pouvait faire fléchir le principe de la double taxation, un des principes les plus précis en matière de patente.

Il est triste de penser que le principe de l'évaluation du moteur à l'état de repos a été aussi un principe « des plus précis », et que l'on y fait exception au préjudice de ceux qui n'ont jamais pu jouir d'une exception en leur faveur.

* * *

C) Enfin, si nous lisons l'exposé des motifs du projet de M. le Ministre des Finances, nous y voyons encore indiqué que, si le projet de M. Cazeneuve est repoussé, c'est par l'**unique motif** qu'il créerait, par l'exemption complète de la taxation en ce qui concerne la force motrice, une situation

REPORT..... 680

b) Tableau du transformateur du moteur.

1 Interrupteur disjoncteur triphasé HT. dans l'huile, de 75 K.W.A.....	475
3 Coupe-section.....	60
1 Ampèremètre.....	50
1 Voltmètre avec commutateur.....	85
1 Interrupteur tripolaire A. rupture brusque avec coupe-circuit, 750 ampères.....	330
1 Compteur.....	150
3 Transformateurs d'intensité.....	300
1 Transformateur de tension.....	300
3 Fusibles haute tension pour ce transformateur....	45
1 Appareil de mise à la terre.....	20
Charpente, marbres, etc.	300
	<hr/> 2.120

c) Transformateur HT. 75 K.W.A. (du primaire) (5 000 v. 25 p).....

4.875

d) Moteur asynchrone avec rhéostat de démarrage. Massif pour le moteur.....

7.550

e) Bâtiment: 88 mq. à 90 fr.....

7.200

Terrain: 80 mq. à 3 fr.....

240

f) Montage, connexions et cables, plaques de terre, etc.....

3.500

3.500

TOTAL.....

26.365

privilegiée aux *abonnés* des usines de distribution, par rapport aux industriels qui produisent eux-mêmes l'électricité. La nouvelle loi interviendrait donc pour créer une **patente régulatrice**, tout spécialement pour empêcher qu'un progrès accompli par les uns ne tourne au détriment des autres, pour interdire qu'en se libérant d'un matériel, les abonnés soient plus heureux que ceux qui n'ont pas pu s'en affranchir. — Nous avons vu, au début de notre examen, que, techniquement, c'est inexact, puisque le moteur et le matériel de secours restent imposés.

Toutefois, il nous plaît d'admettre, pour un instant, que la prétention de l'Administration soit exacte et que, non seulement la distribution de la force soit une magnifique utilisation de notre richesse nationale — pour cela tout le monde est d'accord — mais encore qu'elle soit vraiment la cause d'un abaissement considérable dans le prix d'établissement des usines qui la reçoivent.

Serait-il vrai, au point de vue économique, de dire que la patente doit intervenir immédiatement pour empêcher que l'industriel jouisse en entier du progrès qu'il a accompli ?

Ce serait ouvrir une voie étrangement nouvelle et, au point de vue économique, bien dangereuse. La patente n'a pas été créée, entre les mains du législateur, pour servir de compensation entre le patentable qui améliore sa situation et celui qui reste dans le statu-quo. Jusqu'où irait-on sur cette pente ? De ce que certains industriels ont remplacé leurs anciennes roues par des turbines qui donnent un rendement meilleur, à *prix égal*, faudra-t-il relever leur valeur locative pour protéger ceux qui ont gardé leurs anciens artifices ?

Si en perfectionnant certaines machines on arrive à alléger une usine et à diminuer le matériel, devra-t-on, pour le principe d'égalité, établir une comparaison entre la valeur locative telle qu'elle est — avec son matériel réduit — et celle qui existerait si le matériel ne l'avait pas été.

Enfin, cette inégalité existera-t-elle ?

Il ne faut point mettre en état d'infériorité, nous dit-on, celui qui, *dans la même région*, a conservé chez lui sa machine productive.

Mais, puisque la comparaison doit se faire dans la même région, l'inégalité n'existe que parce que celui qui se fournit à lui-même le veut bien, et si, comme le projet de loi l'admet par hypothèse, l'abonnement est toujours une supériorité industrielle, l'industriel *de la même région* aura toujours la faculté d'y recourir et, s'il néglige ce moyen, c'est évidemment qu'il y a intérêt, considérant probablement comme amorti son ancien matériel, et préférant le garder.

* * *

Sur tout ce qui précède, il faut conclure :

Le premier paragraphe du projet que l'on présente au Parlement sous forme d'une atténuation à un état de chose existant, consacre sûrement le principe d'une évaluation redoutable et générale de la force motrice.

Il doit être supprimé.

Le second paragraphe, comme le premier, fait entrer, dans la taxation d'une usine, l'élément nouveau de la force motrice. Il impose une comparaison difficile, délicate, pour arriver au redressement d'une inégalité d'ailleurs douteuse, en vertu d'un principe essentiellement discutable.

Et il ne faudrait point perdre de vue le projet déposé par M. Cazeneuve, qui est issu de cette idée qu'il faut protéger radicalement, par un texte formel, les industriels si durement frappés, en vertu de l'arrêt de 1903.

Ce texte a été étudié par quatre-vingt députés parmi lesquels figure l'honorable M. Cruppi, ministre actuel du Commerce. Il est déclaré dans l'exposé des motifs :

« Les consommateurs d'énergie, justement émus par cette prétention, ont adressé, par l'intermédiaire du Syndicat des Forces hydrauliques, des Chambres de commerce, et de divers corps constitués, des lettres à M. le Ministre des Finances, pour lui exposer la situation exceptionnelle qui leur était faite.

« M. le Ministre des Finances a répondu que, si ces industriels se croyaient lésés dans leurs intérêts, il appartenait à l'un d'entre eux de soumettre à nouveau la question au Conseil d'Etat. Cette procédure par voie contentieuse est, dans l'espèce, peu défendable. Elle permettrait à l'Administration de taxer les contribuables sur la thèse qu'elle soutient jusqu'à ce qu'un nouvel arrêt intervienne. Si la loi prête à équivoque, le mieux est de la préciser par un **texte clair**, c'est l'objet de **notre proposition** ».

Il est certain que, seul, ce texte présente les caractères non équivoques d'une disposition précise, et il faut espérer que les quatre-vingt signataires sauront insister pour qu'il soit maintenu.

Paul BOUGAULT,
Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.

STATION D'ESSAIS INDUSTRIELS d'Electrochimie et d'Electrometallurgie

Annexée à l'Institut Electrotechnique de Grenoble ⁽¹⁾

Tout vient à point à qui sait attendre ; depuis six ans, je préconise dans cette Revue la création d'une semblable station d'essais ; la voilà enfin qui se réalise ! Nous le devons aux libéralités d'industriels Dauphinois que l'ardente et féconde activité de M. Barbillion a convaincus. Semée dans les champs si fertiles du pays de la houille blanche, l'idée de ce laboratoire a germé. Le blé lève ; souhaitons que la moisson soit belle.

E.-F. COTE.

Messieurs,

La Société pour le développement de l'enseignement technique près l'Université de Grenoble, qui joue près de l'Institut Electrotechnique le rôle connu et bienfaisant d'une Société des Amis de l'Université, a consacré tous ses efforts à la réalisation d'une œuvre aujourd'hui près d'aboutir, celle de la création à Grenoble d'une Station d'Essais électrochimiques et électrometallurgiques. Mais notre Société, qui groupe cependant un assez grand nombre de personnalités dauphinoises et savoisiennes, est hélas ! loin d'être aussi riche et puissante qu'elle le devrait. Elle a trop souvent le regret de n'être prodigue envers l'Institut, moralement son rejeton, que de bons conseils, et de marques morales de sympathie. Mais, si peu armée soit-elle pour la lutte, elle n'a cessé de nous encourager, par les chaudes sympathies de ses membres, à hâter de toutes nos forces l'éclosion de l'œuvre projetée.

Le but de la création de cette Station d'Essais électrochimiques n'est pas seulement d'ordre régional, mais aussi national, et intéresse actuellement toute l'industrie française.

(1) Conférence faite sous le patronage de la Société pour le Développement de l'Enseignement Technique, près l'Université de Grenoble, par M. BARBILLION, directeur de l'Institut Electrotechnique.